



World Wind Energy Association

Communiqué de Presse

Le Parlement Français met en danger une industrie éolienne à peine naissante

En enfreignant la réglementation européenne la France perdrait toute crédibilité, notamment dans les pays en voie de développement

Siège social :
Charles-de-Gaulle-Str. 5
53113 Bonn
Allemagne

Tel. +49-228-369 40-80
Fax +49-228-369 40-84
secretariat@wwindea.org
www.wwindea.org

Bonn, le 1 Avril 2005

Bonn (WWEA) – L'Assemblée Nationale française vient de prendre une décision qui engage l'avenir de l'énergie éolienne dans ce pays. Si le Sénat confirmait en l'état la dernière mouture du texte voté, cela conduirait à un arrêt brusque des investissements privés dans le secteur. La France courrait le double risque de se mettre hors course de la montée en puissance d'une industrie très prometteuse et d'être isolée sur la scène internationale. Un tel coup d'arrêt des efforts de ce pays en faveur d'une production d'énergie compatible avec le développement durable affecterait non seulement le secteur éolien, mais ruinerait également l'image de la France dans les pays en voie de développement.

A la suite de l'Assemblée Nationale, le Sénat devrait se prononcer à son tour dans les prochaines semaines sur cette nouvelle législation qui limite l'accès au tarif d'achat réglementé favorable aux seules installations d'une puissance supérieure à 20 MW situées dans des "zones de développement éolien" devant être désignées dans des conditions qui restent à définir sous la seule autorité des Préfets, les représentants locaux de l'État central. Ceci signerait un brusque coup d'arrêt du développement de l'énergie éolienne et bloquerait toute possibilité d'investissement du secteur privé dans le domaine.

Durant les trois dernières années, l'énergie éolienne a connu un réel développement en France, grâce à un système cohérent et sophistiqué de tarif d'achat qui offrait un cadre d'une stabilité et d'une fiabilité suffisantes pour attirer les investissements, malgré un plafond pénalisant de 12 MW. Cette législation a permis aux investisseurs privés de créer l'amorce d'une nouvelle industrie qui s'est traduite par une augmentation de la puissance installée de 148 MW à la fin 2002 à 386 MW fin 2004, ce qui correspond à des investissements de l'ordre de 400 millions d'Euros, avec des perspectives extrêmement encourageantes pour le futur proche. A cette échelle, le marché français reste certes modeste comparé à des pays comme l'Allemagne, l'Espagne, les Etats-Unis, le Danemark ou l'Inde, mais la France était en passe de franchir la masse critique nécessaire à une croissance forte et dynamique.

Selon Marc Jedliczka, Vice-président du CLER, le réseau national des associations de promotion des énergies renouvelables, "Cet amendement, s'il était adopté définitivement par le Sénat, rendrait impossible pour les producteurs indépendants d'électricité d'investir dans les fermes éoliennes. Une telle décision servirait exclusivement les intérêts d'EDF et enfreindrait doublement la législation européenne, d'abord en allant à l'encontre de la timide ouverture du marché français de la production d'électricité, ensuite en rendant impossible le respect des objectifs nationaux de la Directive sur la promotion des énergies renouvelables (21% en 2010). Il est clair que la Commission Européenne devra agir fermement contre ces infractions".

Preben Maegaard, président de l'Association Mondiale de l'Énergie Éolienne (WWEA), souligne l'intérêt primordial qu'il y a à renforcer les structures locales : « Nous savons sur la base de l'expérience acquise dans les autres pays et confirmée par une étude financée par l'Union

Européenne que le succès de l'énergie éolienne en France passe par le soutien à l'économie locale dans les zones rurales, notamment par la promotion de l'investissement local et la création de structures coopératives de petits investisseurs. Les aspects sociaux de l'énergie éolienne sont essentiels et les bénéfices qu'elle génère doivent prioritairement profiter aux populations locales. Plutôt que de supprimer un cadre existant relativement conforme à cet objectif, le Parlement français devrait s'occuper d'en renforcer l'efficacité dans cette perspective ».

L'industrie éolienne est profondément affectée par les évolutions en cours. Ulrich Lenz, directeur général du Bureau d'étude Ostwind International déplore : « Nous avons déjà créé 18 emplois et investi 6 millions d'€ ces dernières années. D'ici 2007 nous avons prévu d'investir 300 millions d'€ et de créer 20 emplois locaux supplémentaires. Avec ces amendements, de tels investissements se trouverait fortement compromis. »

Un arrêt du développement de l'énergie éolienne en France serait aussi un signal extrêmement négatif donné à de nombreux pays en voie de développement pour lesquels les énergies renouvelables constituent la seule option viable pour une fourniture d'électricité propre, sûre et abordable. Stefan Gsänger, Secrétaire Général de WWEA, commente ainsi les conséquences au plan international de ce changement de la législation française : « la France entretient des liens privilégiés avec de nombreux pays du Tiers-Monde, notamment en Afrique. A ce titre la législation française sur l'éolien peut servir d'exemple à beaucoup de ces pays qui souhaitent développer l'énergie éolienne à grande échelle. Si la France choisit de se tourner désormais exclusivement vers un système énergétique qu'ils n'auront jamais les moyens de se payer pour de nombreuses raisons – basé presque exclusivement sur le nucléaire – cela aura sans doute des conséquences fâcheuses quant à la crédibilité du gouvernement français en matière de développement durable ».

Pour toute information complémentaire, prière de contacter :

- World Wind Energy Association:
Stefan Gsänger, Secretary General,
Tel. +49-228-369 40-80, secretariat@wwindea.org

.....

The World Wind Energy Association: Basic information

WWEA is the global voice for wind energy representing wind energy organisations from all continents. Currently, WWEA has more than 170 members from 70 countries, most of them national associations, scientific institutes and companies. WWEA works for the complete substitution of fossil and nuclear sources by renewable energies with wind energy as one cornerstone by

- providing a platform for the communication of all wind energy actors world-wide,
- influencing national and international policies,
- providing international technology transfer.

The WWEA Head Office is situated in Bonn/Germany close to the future UN Campus.

Further information: www.wwindea.org

.....

WWEA Events:

4th World Wind Energy Conference & Renewable Energy Exhibition

Melbourne, Australia, 2-5 November 2005:

Organised by WWEA jointly with Renewable Energy Generators Australia.

Further information: www.wwec2005.com

.....

5th World Wind Energy Conference & Renewable Energy Exhibition

Mumbai, India, 2006:

Organised by WWEA jointly with the Indian Wind Energy Association.

.....

Energy Hanover 2005

Hanover, Germany, 11-15 April 2005

Supported by the World Wind Energy Association

VISIT WWEA AT STAND 46 B, HALL 13

Further information: www.energy-hannover.de

.....

HUSUMwind 2005

Husum, Germany, 20-24 September 2005

Supported by the World Wind Energy Association

Further information: www.husumwind.com

.....

WWEA e.V. – Charles-de-Gaulle-Str. 5 – 53113 Bonn – Germany
Registered at AG Bonn: 20 VR 8163, Tax number: 205/5771/0538
President: Dr. Preben Maegaard
Secretary General: Stefan Gsänger

Bank account: 340 12 800
GLS Gemeinschaftsbank eG – BLZ 430 609 67
IBAN: DE27430609670034012800
BIC (Swift-Code): GENODEM1GLS